

l'école émancipée

tendance de la FSU pour un syndicalisme de masse, de lutte, unitaire, pluraliste et démocratique

Contre l'école libérale, le 15 décembre faisons la lutte des classes !

Au bal des requins, les financiers mènent la danse !

"Les paradis fiscaux restent paradisiaques, les spéculateurs spéculent et les riches s'enrichissent !". Ce sinistre constat n'émane pas des altermondialistes manifestant à Cannes mais du quotidien Libération qui n'est pas réputé pour son anti-libéralisme ! Ainsi l'ordre libéral s'étend sur le monde et plus particulièrement en Europe et la démocratie, pourtant bourgeoise ne lui suffit plus ! La Troïka (FMI, BCE et Commission européenne) impose, par dessus la volonté des peuples des chefs de gouvernement issus des banques (comme Goldman-Sachs) directement responsables de la crise qui sévit depuis 2008. En France, Sarkozy qui se veut le "président du monde" mais qui se soumet aux ordres des agences de notation (totalement illégitimes) appliquent avec zèle les politiques imposées par la finance. Dans ses discours de Bordeaux et Toulon, il s'est attaqué violemment aux pauvres et aux fonctionnaires, accusés de pillier la Sécu, alors que les patrons-voyous doivent des milliards.

Refusons le fatalisme et l'atonie syndicale

Face à de telles offensives anti-ouvrières, dont un des buts en France est de recycler les voix du FN, on pourrait (devrait) s'attendre à une riposte syndicale à la hauteur des attaques mais rien ne se passe. A l'échelle européenne, alors que les salarié-es grec-ques en sont à leur 15ème grève générale et que les mobilisations continuent au Portugal et en Grande Bretagne comme le montre la réussite de la grève du 30 novembre, la CES non seulement ne propose rien mais "salue" les

efforts des Merkel-Sarko pour "sauver" l'Europe de la crise. En France, alors que des plans de licenciements massifs se préparent dans les banques et l'automobile et que le chômage ne cesse d'augmenter, les confédérations se mettent d'accord pour... ne rien faire en proposant une parodie de journée d'"action" le 13 décembre !

C'est dans ce contexte d'offensives libérales et d'atonies syndicales que Chatel poursuit la feuille de route fixée par Sarkozy et les députés UMP en voulant liquider une bonne fois pour toutes le statut des enseignants en imposant par décret l'évaluation unique par les chefs d'établissement.

Toutes et tous en grève le 15 décembre pour le retrait des projets de décrets de Chatel !

Il y a bien sûr des limites à la réussite de la grève du 15 décembre, décidée par l'ensemble des organisations syndicales de l'Education nationale, excepté le Sgen-Cfdt qui retire ses billes au prétexte de promesses de négociations de la part de Chatel. Mais nous n'avons pas le choix. Nous ne pouvons pas attendre, une hypothétique grève inter-professionnelle pour agir.

C'est maintenant que, dans les écoles, les collèges et les lycées nous pouvons forcer Chatel à retirer son décret ! Faire massivement grève le 15 et imposer la tenue d'assemblées générales, c'est dire notre volonté de continuer en janvier par la grève et une manif nationale pour empêcher la casse de notre statut dans le cadre de la défense du service public d'éducation.

Pour contacter l'Ecole Emancipée: alain.ponvert@orange.fr

www.ecoleemancipee.org

15 décembre, en grève contre l'austérité et la dette !

La liste des attaques contre les salariés s'allonge. Augmentation de la TVA, réduction des dépenses sociales, accélération de la réforme des retraites, gel à 1% des prestations sociales... Pour les fonctionnaires, le point d'indice est bloqué alors que l'inflation est proche de 3% par an. Ce qui signifie concrètement que notre pouvoir d'achat baisse de plus de 5% par an si l'on compte l'inflation et l'augmentation des cotisations retraites.

A tout cela, il faut ajouter la multiplication des plans de licenciements et suppressions de postes, dans le public comme le privé.

Ils veulent nous faire payer la crise ...

Ces attaques ont comme but avoué de satisfaire les agences de notations et d'augmenter les capacités du capitalisme français dans la concurrence européenne et internationale. Ces attaques sont un transfert d'argent des poches des salariés vers les caisses de l'Etat, qui les transfère lui-même vers les banques : au moment du crack financier de 2009, le gouvernement a donné des centaines de milliards aux banques, et avec le paiement de la dette publique, il verse 160 milliards par an.

Le montant de la dette n'est pas lié à une augmentation de dépenses de l'Etat, qui sont stables, mais à une diminution des recettes en raison des cadeaux fiscaux aux grandes entreprises et aux plus riches, et aux taux d'intérêts usuriers pratiqués par les banques dans leurs prêts à l'Etat. La dette est aussi liée

à un système en crise profonde, une crise de surproduction phénoménale dans laquelle les grands groupes capitalistes ont préféré investir dans la finance, provoquant les bulles financières et donc les cracks, plutôt que d'augmenter les salaires, d'embaucher, de réduire le temps de travail.

Comme l'explique Philippe Askenazy, la crise est «une période historique qui permet de faire passer politiquement des mesures impossibles à d'autres moments.» C'est ce qui se passe déjà en Grèce, en Espagne et en Italie. C'est ce qui a commencé en France. Pour mettre un coup d'arrêt aux transferts de fonds de nos poches vers celles des banques, il faut annuler la dette publique.

Refusons de payer leur crise !

La grève du 15 décembre dans l'Education nationale, ainsi que la semaine de mobilisation interprofessionnelle, sont le minimum syndical. Les mesures sur l'évaluation sont un moyen de renforcer la pression hiérarchique et de freiner les salaires. Ces mobilisations doivent être les plus massives possible car nous devons montrer au gouvernement que nous ne nous laisserons pas faire.

Nous devons commencer à construire une riposte d'ensemble des salariés du public comme du privé contre les mesures d'austérité. Nous devons aussi adresser un message clair qui indique que, quel que soit ce qui sortira des urnes en 2012, nous refuserons les plans d'austérité.

Cela signifie, dès maintenant, de discuter des suites à donner aux mobilisations de décembre. Dès janvier, de nouvelles mobilisations doivent être organisées pour construire la riposte.

Cela signifie aussi construire les collectifs unitaires contre la dette, qui commencent à rencontrer un succès dans le pays. Cela doit permettre d'empêcher que la dette serve de prétexte pour imposer de nouvelles mesures de « rigueur ».

La crise n'est pas finie, mais son issue dépend de la mobilisation des salariés.

**L'Ecole Emancipée,
c'est aussi une
revue !**

A la une du n° 32



**Ils veulent nous empêcher
de rêver,
empêchons les de dormir !**

Evaluation : touche finale d'une école déjà engagée sur la voie de l'entreprise

Les textes visant à modifier l'évaluation ont provoqué un tollé au sein de la profession, et la pétition intersyndicale a déjà, en dix jours, recueilli plus de 45000 signatures : du jamais vu !

La réaction est en effet à hauteur de l'attaque : **il s'agit bien d'une bombe qui fera exploser le métier, le statut, et au bout du bout, le service public d'éducation.**

Cette évaluation consiste en un entretien tous les trois ans, mené par le supérieur hiérarchique local et qui déboucherait sur l'obtention, ou non, d'une réduction d'ancienneté donnant droit à un avancement plus rapide dans la carrière... Le simple fait de l'aspect local de l'évaluation laisse imaginer toutes les dérives : clientélisme, zèle, soumission... L'absence de formation du supérieur, son incompetence à évaluer l'ensemble des disciplines décentreront, de fait, son appréciation de la valeur de l'agent sur d'autres critères que ceux qui fondent le cœur du métier : ce ne sera plus la capacité didactique qui sera jugée, mais plutôt le respect des prescriptions, l'engagement dans des projets, l'implication personnelle dans des tâches périphériques. C'est la négation du métier, la fin d'une école qui transmet des connaissances... Enfin, le « pactole » qui permet de réduire le temps passé dans l'échelon est contingenté, et le chef devra donc choisir qui, dans l'équipe, aura le plus « mérité » : c'est la casse des solidarités, la mise en concurrence des personnels.

Cette mise au pas des personnels est déjà à l'œuvre aujourd'hui dans les ECLAIR, l'éducation prioritaire ayant toujours fait figure de laboratoire pour toutes les déréglementations. Dans ces établissements, par le biais du recrutement local, puis des fiches de postes et autres lettres de mission, les personnels subissent des pressions et sont sommés d'appliquer les réformes et de se conformer aux ordres. Pour mettre tout cela en musique, les ECLAIR sont dotés d'un préfet des études, hiérarchie intermédiaire, qui renforce le contrôle exercé sur les personnels... Le décret sur l'évaluation prévoit, de la même manière, que le supérieur hiérarchique puisse déléguer l'évaluation si besoin : des petits préfets partout, c'est ce qui nous attend : contrôle social, flicage, délation, règne du copinage et de l'affect.... Régressions sur tous les plans.

Gouvernance par l'autonomie : en détruisant les cadres, on sonne la fin du service public.

Travaille-t-on encore dans l'intérêt d'un service au public ou sommes-nous au service des intérêts privés ? Les fondements du SP (dans le cadre de la fonction publique) reposent sur un cadre qui définit un système éducatif organisé, réglementé, et des agents qui possèdent un statut bien défini. Ces fondements garantissent une égalité de traitement et une égalité d'accès sur le territoire.

Or, les attaques répétées de la politique néolibérale ont déjà considérablement mis à mal ce fonctionnement : l'autonomie accrue a orchestré la montée des inégalités, et a accéléré la montée des injustices sociales et scolaires.

Cette mesure sur l'évaluation vient consolider et achever ce qui est en marche depuis longtemps : une école managériale qui ne prend plus appui sur les valeurs du service public mais qui, au contraire, consacre le règne des comparaisons internationales, du pilotage par les chiffres et la performance. Contrats d'objectifs, mise en concurrence des établissements par l'assouplissement de la carte scolaire, relégation de certains publics dans des structures de seconde zone... C'est l'agonie d'une éducation *nationale*.

Ne pensons pas que cette école entrepreneuriale n'atteint pas les élèves, eux aussi : l'individualisation, maître mot des politiques mises en place, ruine le fondement même de l'acte d'enseigner : «tous capables», «on n'apprend bien qu'ensemble» ne sont pas, pour nous, des slogans... Mais l'école libérale ne l'entend pas ainsi, elle met en place des dispositifs qui organisent le tri social des élèves, la sélection accrue de plus en plus précoce, et cela à l'aide d'outils de repérage et de fichage redoutables, notamment via l'évaluation par compétences. L'école représente pour l'élève l'anti chambre du monde du travail qui l'attend, en tant que futur salarié lui aussi managé. L'école capitaliste arrive à son terme, elle permet la fabrication d'individus qui ne seront, dans leur rôle social, que des êtres économiques, «entrepreneurs d'eux-mêmes».

La boucle est bouclée : il est aujourd'hui temps, pour ce gouvernement, de formater les agents aussi pour qu'ils rentrent dans le moule de l'école capitaliste, et assurent la reproduction de ce modèle auprès des élèves dont ils assurent la formation...